

## Écologie politique des Gilets jaunes

*Alain Lipietz*

Le mouvement de Gilets jaunes (GJ) marque la première révolte contre l'ubérisation de la société. Ses formes ne sont pas inconnues, elles renvoient aux origines mêmes de notre République sociale. Et des solutions existent, qui prennent en compte et la justice, et l'écologie.

### **L'ubérisation sociale**

L'« ubérisation » radicalise le modèle libéral et productiviste qui s'est imposé dans le monde au début des années 80, et entre en crise en 2008<sup>1</sup>. La raison dictait, face à cette crise et comme dans les années 1930, un renforcement de la protection sociale et un retour aux politiques dites « keynésiennes » de soutien de la demande, mais orientées massivement vers la transition écologique.

C'est le contraire qui s'est produit. L'État-providence a poursuivi sa régression. Les crises écologiques ? On y pense et puis on oublie. Le rapport salarial fut encore plus « flexibilisé », au-delà de la sous-traitance, jusqu'au retour aux formes primitives<sup>2</sup> du XIXe siècle (les canuts...), où la subordination du travail au capital prend la forme de l'auto-entrepreneur dominé par le capital commercial (désormais via internet) : l'ubérisation au sens propre.

Au-delà de cette forme propre, on peut parler d'*ubérisation sociale* quand le travailleur (ou plutôt son ménage et concrètement la femme) prend sur lui une part croissante de la reproduction de sa force de travail, lorsque recule la part socialisée par deux siècles de luttes : l'État-providence, les services publics, lorsque le coût du transport, l'auto-adaptation aux écrans informatiques, le service aux malades et aux aînés sont pris en charge par le ménage, ou par des formes de surexploitation des femmes analogue à ce que le secteur médico-social du XIXe siècle pouvait obtenir des bonnes soeurs, lorsqu'avec la CSG et la désindexation est rompu le contrat intergénérationnel qui fondait la retraite par répartition depuis trois quarts de siècle.

« Ubérisation » est à prendre ici dans un sens métonymique (la partie pour le tout), comme l'école de la Régulation avons repris de Gramsci, dans les années 1970, le mot « fordisme » pour caractériser le modèle de développement central de l'après-guerre, incluant le dirigisme, le duopole réglé grandes entreprises / syndicats et l'État-providence, même en dehors de la grande industrie de production en série (l'automobile). Ce n'est pas seulement le fait que le salariat prenne (parfois !) la forme « précapitaliste » (au sens de Marx) [auto-entrepreneur/Plateforme commerciale internet], mais que les fonctions fordistes de l'État-providence se retrouvent reportées sur les femmes du « care » transformées en néo-bonnes soeurs ou en néo-domestiques du point de vue de leur relation réelle à l'utilisateur.

---

<sup>1</sup> Sur ce modèle de développement, voire mes livres : *La société en sablier* (La Découverte, 1997) à son apogée et *Green Deal* (La Découverte, 2012) quand il entre en crise.

<sup>2</sup> K. Marx, « Formes antérieures à la production capitaliste », *Grundrisse*, [https://www.persee.fr/doc/homso\\_0018-4306\\_1966\\_num\\_1\\_1\\_951](https://www.persee.fr/doc/homso_0018-4306_1966_num_1_1_951)

Cette évolution, qui est largement une involution, eut des conséquences délétères sur ce qu'on appelait jadis « classe ouvrière ». J'insiste sur l'importance capitale de livres qui, dans les dernières décennies, n'ont pas eu l'influence qu'ils méritaient dans la connaissance de la réalité sociale, celle de la « société en sablier ». Tel celui de Florence Aubenas, *Le quai de Ouistreham*<sup>3</sup>, le plus grand livre sur la classe ouvrière contemporaine. Dans la ville de Caen, que j'ai connue il y a un demi-siècle comme ville sidérurgique (la SMN), le site des hauts fourneaux une première fois reconvertie vers l'assemblage électronique est aujourd'hui un mail commercial. Les femmes du nettoyage observent avec hostilité un défilé syndical d'ouvrières de Moulinex, classées à leurs yeux comme une aristocratie : « *Pour qui se prennent-elles, ces ouvrières !* » De même, Stéphane Beaud et Michel Pialoux dans *Violences urbaines, violences sociales*<sup>4</sup>, interviewant les enfants des ouvriers Peugeot du bassin de Montbéliard, parlent de « désouvriérisme » : ils et elles ne savent plus lutter contre un patron.

C'est de là, de la chute des classes populaires qui semble aussi irréversible et désespérante que l'écoulement du sable dans un sablier, qu'il faut partir pour comprendre la polarisation spatiale et de genre du mouvement de GJ.

### **Régionalisation et féminisation**

Il n'est pas très difficile de caractériser macro-sociologiquement le peuple jaune des ronds-points : ils ne sont pas « misérables », ils ne font pas partie des 20% de la population qui n'a pas de voiture. Ils sont les 30% juste au-dessus, ils ne parviennent pas ou plus à s'accrocher à la norme de consommation sociale des « inclus ». Comme les grains de sable au milieu du sablier, ils sont entrés dans le tourbillon qui mène à la chute. Florence Aubenas (toujours elle) cite dans *Le Monde* un couple : ils ont dû renoncer au cours de salsa (probablement municipal et subventionné) parce que « les autres » avaient pris l'habitude d'aller ensemble dîner au restaurant après le cours. Eux n'en avaient pas les moyens et n'ont pas osé l'avouer. *À ceux qui n'ont pas on enlèvera même ce qu'ils ont...*

Il s'agit là d'une situation devenue très générale de par le monde ! Mais le peuple des ronds-points est beaucoup plus typé. Il est très probable que les sociologues menant actuellement des enquêtes de terrain y repèreront une sur-représentation des ouvriers en CDD, artisans et autoentrepreneurs (comme le confirment les premiers résultats oraux). Mais immédiatement deux traits sautent aux yeux : la concentration géographique « non-métropolitaine » et la large féminisation.

Encore faut-il savoir lire les statistiques. La plus forte densité de gilets jaunes dans la population locale se rencontre dans la « diagonale du vide » qui balafre la France du nord-est au sud-ouest, de la Meuse et des Vosges à l'Ariège et Hautes-Pyrénées. Des espaces qui se vident peu à peu. Du coup, en valeur absolue, ces GJ là sont les moins nombreux ! Les grandes concentrations de GJ, celles qui le samedi envahissent le cœur des métropoles, faisant par sa violence perdre au mouvement son aura unanimiste initiale, viennent de la « grande banlieue » des mêmes métropoles, les « rurbains », ouvriers, employés et petites classes moyennes qui, quelques décennies plus tôt, ont fui là-bas la hausse des prix fonciers métropolitains, mais aussi les

---

<sup>3</sup> Éd. de l'Olivier, 2010. Vendu à plus de 200 000 exemplaires, surtout du fait de la personnalité de l'auteure, il est rarement cité dans la littérature sociologique.

<sup>4</sup> Fayard, 2003

quartiers de proches banlieues gangrénés par le trafic de drogue menaçant leurs enfants, mais aussi à la recherche de la « nature », etc. Bref, ni l'Yonne, ni le Val de Marne : la Seine et Marne, les banlieues de Lyon, de Nantes ou de Bordeaux etc. Mais, en valeur relative ou absolue, les GJ se sont d'abord soulevés contre le prix du diesel et l'injustice territoriale.

Si les GJ apparaissent comme des provinciaux et des suburbains venant le samedi saccager les beaux quartiers parisiens, ce n'est pas qu'ils soient plus « fermés » aux vents novateurs de la mondialisation, mais tout simplement que le retrait de l'État-providence y est plus éclatant que dans les grandes villes, les condamnant à prendre la voiture pour trouver, au-delà des sous-préfectures dévitalisées, les services publics et les emplois.

Mitige de la campagne périurbaine par des lotissements et concession d'un carburant à bon marché, le diesel, furent autrefois le prix de la paix sociale et de l'intégration des classes populaires à la société de consommation. Le libéralisme mondialisé a déchaîné la mégapolisation<sup>5</sup> et rendu ce compromis trop coûteux pour le capital. Or moins de services publics, ou plus concentrés dans les métropoles, et de plus en plus informatisés, et c'est l'exclusion assurée pour celles et ceux qui se trouvent du mauvais côté de la métropolisation et de la fracture numérique.

On s'étonne de n'avoir pas vu « les quartiers » s'associer au mouvement ? C'est qu'un mouvement social peut évoluer, s'enrichir jusqu'à impliquer toute la société (l'injustice distributive et redistributive, salariale et fiscale), mais il reste marqué par ses revendications initiales. A Villejuif (Val de Marne), ancien fief de Georges Marchais où la France Insoumise a dépassé le PCF, nous avons trois « quartiers prioritaires de la Politique de la Ville » et plusieurs autres qui furent classés comme tels, mais une ligne de métro (bientôt trois), avec trois stations (bientôt cinq), un tramway, trois hôpitaux (au point que la mairie communiste jugeait qu'il y en avait trop). Alors, comprenez que les revendications « diesel et services publics » des GJ, on s'en moque. Les « quartiers » observent les GJ avec la même indifférence mêlée de suspicion que les « techniciennes de surface » de Ouistreham observaient les Moulinex.

Nulle hostilité raciale : si les « issus de l'immigration » sont plus nombreux en première couronne parisienne que dans la grande banlieue girondine, les salariés « issus de » participent avec les autres, là où ils sont nombreux dans la même situation périurbaine. Reste qu'ils sont plus nombreux dans les 20 %-tout-en-bas que dans les 30%-juste-au-dessus, base sociale des gilets jaunes. Et ces 30%, qui se définissent comme « ayant travaillé toute leur vie pour être taxés par l'État », se défient des 20%, assimilés à des « assistés ». Surtout des réfugiés, roms et assimilés...

Et si aujourd'hui on trouve aux carrefours, à côté d'inévitables forts-en-gueule homophobes et racistes, de charmantes gilettes jaunes, infirmières à domicile, aides ménagères, assistantes sociales, employées du tertiaire urbain, jurant toutes qu'elles sont pour l'écologie, c'est que les femmes sont aux premières loges de l'ubérisation sociale.

Je l'ai dit en introduction : ne pas prendre à la lettre le mot « ubérisation ». Le développement du *care* et du nettoyage sous la forme d'un salariat féminin très précaire<sup>6</sup> est une caractéristique du modèle libéral-productiviste pourrissant en ubérisation sociale, ce qui ne veut pas dire que

---

<sup>5</sup> <http://lipietz.net/La-dynamique-megapolitaine-une-perspective-historique>

<sup>6</sup> Certes, comme y insistent F.X. Devetter et Sandrine Rousseau (*Du balai*, Raisons d'agir, 2011), il ne faut pas confondre le *care* et le *clean*, les soins aux personnes et le soin aux objets. Mais de fait les femmes offrant l'un ou l'autre sont souvent impliquées dans les mêmes rapports salariaux.

les femmes de ce secteur soient elles-mêmes ubérisées. Mais (m'a fait observer une amie d'Alès), ce peut être le cas ! Dans ce vieux bassin minier et jusqu'au nord de Montpellier fleurissait les centres de soin pour silicosés et les sanatoriums. Ils sont aujourd'hui transformé en EPHAD... dont le personnel, drainé (en voitures diesel) de toute la campagne du Languedoc, est souvent surexploité comme auto-entrepreneuses.

S'y ajoute une toute nouvelle catégorie : les retraitées (bien plus nombreuses et vaillantes que les retraités), qui se sentent trahies par l'abandon de la « parité actifs-retraités » pour laquelle elles ont cotisé toute leur vie, et qui accèdent aux délices d'un Mai 68 qu'elles ont vécu ou raté dans leur adolescence.

## **La rage anti-Macron**

De tels mouvements se retrouvent dans le monde entier. La spécificité française, c'est la rage, qui porte un nom : Macron. Hollande avait fini d'éradiquer l'espérance socialiste née au XIXe siècle. Le Pen et Mélenchon s'étaient heurtés à un plafond de verre : la question européenne. Les Français sont à raison euro-mécontents, ils ne sont pas europhobes<sup>7</sup>. E. Macron a occupé la place, riche de sa seule jeunesse et d'une exigence européenne déclarée. Mais il n'avait obtenu que 25%, et gagné au second tour seulement pour faire barrage à Le Pen : personne ne s'intéressait à son programme réel.

Élu comme un Necker, il se révéla Marie-Antoinette. Non seulement il radicalisa la déchirure sociale par des réformes fiscales et organisationnelles d'une insigne injustice (suppression de l'ISF, dégressivité des impôts sur les profits, privatisation de la SNCF, etc), mais il le fit avec un social-sadisme digne du « Ils n'ont plus de pain ? qu'ils mangent de la brioche » : « *Les chômeurs n'ont qu'à traverser la rue... On donne aux pauvres un pognon de dingue...* »

Bizarrement, des journalistes l'avaient pris pour un « deuxième gauche » (gauche autogestionnaire antiétatique) parce qu'il avait travaillé pour Paul Ricoeur. Il mit les choses au point dans un documentaire télévisé de Dany Cohn-Bendit et Romain Goupil sur les 50 ans de mai 68<sup>8</sup> : la France est un pays catholique, donc vertical, il lui faut une pratique verticale du pouvoir. N'avait même pas entendu parler du concile de Vatican II.

Cette singularité macronienne ne doit pas cacher un problème de fond : un mouvement des ubérisés ne peut s'adresser qu'à l'État, même pour augmenter les salaires ! Car qui seraient les patrons ? Les employeurs les plus immédiats, ceux qui formellement achètent leur travail, que cela soit reconnu ou non comme une relation salariale, ne sont souvent eux-mêmes que d'autres ménages, ou les sous-sous-sous-traitants, eux-mêmes pressurés, de l'État ou de quelques multinationales.

La « dé-verticalisation » de la France est le produit de l'instruction publique et d'internet. Mais elle est aujourd'hui marquée par l'ubérisation, par la fragmentation. Au lieu du triomphe de la démocratie, elle entraîne aujourd'hui une forme d'anomie qui se traduit par l'incapacité, pour le mouvement GJ, à s'ériger en sujet. Du coup le magistère de la parole revient au Roi Macron. Ce n'est pas si nouveau.

---

<sup>7</sup> <http://lipietz.net/La-question-europeenne-face-cachee-de-la-presidentielle-francaise> On remarque que cette question, censée être la spécialité des « populistes » surreprésentés sur les ronds-points, est quasi absente des débats du mouvement GJ.

<sup>8</sup> *La traversée*, diffusé sur France 5 le 21 Mai 2018.

## Le vide politique

Songez aux insurrections d'autrefois, 1792, 1830, 1832, le 1848 décrit par Flaubert ou la Commune de Paris vue par Lissagaray<sup>9</sup> : confuses révoltes des « ubérisés primitifs » (un prolétariat encore dispersé et privé de droits sociaux). Mais avec une différence essentielle. En 1848, le mouvement ouvrier avait son avenir devant soi, les émeutes étaient préparées par les clubs socialistes et les syndicats naissants. Les « contenus » de ces révolutions étaient aussi confus, les « représentants » des premiers jours aussi rapidement délégitimés à l'âge des gazettes qu'à l'âge de Facebook, mais au moins il existait un tronc commun d'idées, démocratiques et sociales, avec leurs porte-paroles.

Les futurs sociaux-démocrates ou communistes pouvaient compter sur la concentration à venir de la classe ouvrière dans les grandes entreprises. Ils disputaient l'hégémonie, sur des mouvements sociaux ayant la cohésion d'un « sac de pommes de terre », aux forts-en-gueule, tout-petits patrons de l'industrie et du commerce que Marx<sup>10</sup> appelle les « limonadiers » (les bistroquets de l'époque), et à Louis-Napoléon Bonaparte, inventeur de ce qu'on nomme aujourd'hui populisme de droite ou « démocrature ».

Dès 1940, K. Polanyi<sup>11</sup> montrait que la révolte contre la dictature du marché débouchait sur le fascisme, le stalinisme ou la sociale-démocratie. Le stalinisme a tué le communisme, la « Troisième voie » (Hollande compris) a tué la sociale-démocratie. Faute d'avoir su se renouveler sur une base territoriale pour répondre à la sous-traitance poussée jusqu'à l'ubérisation, les syndicats survivent, mais en perte de vitesse. Le rapport de force, face aux limonadiers et aux bonapartistes, s'est inversé.

La classe ouvrière dispersée ou réduite au chômage s'est tournée vers le Front National. Le mouvement des GJ a démarré sous l'hégémonie politique autodéclarée de la droite extrême et de l'extrême droite : un mélange incohérent de refus de l'impôt et d'exigence de protection sociale, masqué par l'incontestable injustice des réformes fiscales de Macron.

Pourtant, l'élargissement même du mouvement, la présence massive des Gilettes jaunes, la remarquable intelligence et le sens pédagogique de certains animateurs des pages GJ de Facebook, a permis de recentrer le débat sur la question de fond : ubérisation contre justice sociale, dans leurs dimensions fiscales et territoriales<sup>12</sup>. La question de départ (la hausse des

---

<sup>9</sup> G. Flaubert : *L'éducation sentimentale* ; P.O. Lissagaray :

<http://classiques.ugac.ca/classiques/lissagaray Prosper Olivier/Histoire Commune 1871/Histoire Commune 1871.pdf>

Relire aussi Victor Hugo, « Les insurrections d'autrefois », *Les Misérables*, sur l'insurrection ratée de 1832.

<sup>10</sup> K. Marx. *Le 18 brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*.

<sup>11</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/La\\_Grande\\_Transformation](https://fr.wikipedia.org/wiki/La_Grande_Transformation)

<sup>12</sup> La question de l'injustice territoriale vise essentiellement l'accès aux services publics et médicaux. Lors de l'ouverture du Grand débat lancé par la lettre aux Français d'E. Macron pour calmer le mouvement, elle a été transposée dans les termes « impôts contre services publics ». Nombreux se sont gaussés des sondages montrant que les Français veulent à la fois plus de services publics et moins d'impôts. Or ce n'était pas la question posée par le mouvement.

Globalement, les Français s'étonnent que, moyennant plus d'impôts et prélèvements qu'autrefois, ils aient accès à des services publics plus réduits qu'autrefois (« Comment l'État faisait-il avant ? »). Localement, les

écotaxes, en particulier sur le diesel) aura été la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Hélas, cette goutte d'eau reste encore le totem qui cache le vase.

### **L'écueil écotaxe.**

Car la dimension sociale du conflit contre l'ultralibéralisme (l'ubérisation) n'efface pas la question écologique. Or la hausse programmée de l'écotaxe anti-diesel, devant rattraper la hausse plus lente de l'écotaxe sur l'essence, a d'excellentes justifications. Le « + 1,5 ° » souhaité par la conférence de Paris, c'est déjà fichu (avec l'élection de Trump, de Bolsonaro). Et contre les « + 2° », il nous reste... deux ans pour agir. Sur l'ensemble des carburants.

Quant au diesel-transport, il est la deuxième cause (après le bois-énergie) des 48 000 morts par an attribués aux particules fines. Les bébés vivant à moins de 100 mètres d'un grand axe routier ont quatre fois plus de chance de mourir. Or les HLM sont souvent concentrés dans ces zones exposées, où le foncier est moins cher. Tout recul d'un an dans l'éradication du diesel-transport revient donc à condamner à une mort prématurée de 12 à 20 000 personnes, quatre fois plus que l'amiante. Peut-on prendre sans frémir une telle responsabilité ? En cédant sur ce point et seulement sur ce point, Macron et Philippe ont répondu « oui »...

Il est donc réducteur, le slogan « Les écolos nous parlent de la fin du monde, notre problème est la fin du mois ». Les médecins et les écologistes nous parlent... de la suite et fin de notre vie, de celles de nos proches, enfants, parents, ami.e.s. Les GJ à qui un chirurgien arrachera un poumon dans cinq ans, ceux qui affronteront dès les années 2030 les + 1,5° (avec des pics à plus de 40° et des nuits sans sommeil dans le Midi) seront-ils fondés à maudire « *Si on m'avait dit...* » ? On leur avait dit. Mais pas assez. Sans leur offrir d'alternative.

### **Le débat biaisé**

Il est lamentable que des politiciens, convertis à l'écologie depuis quelques années voire quelques mois, balancent aussitôt par-dessus bord leurs dénonciations d'un « Pouvoir qui n'en fait pas assez et pas assez vite » et adhèrent au mot d'ordre de l'abolition des écotaxes. La non-taxation du carburant de l'aviation et du transport maritime internationaux (héritée des Rôles d'Oléron d'Aliénor d'Aquitaine et cristallisée dans des traités internationaux) n'est d'aucune excuse pour laisser faire la Route : bien sûr il faut s'occuper des trois ! Et depuis 20 ans le Parlement européen propose des solutions, retoquées par les États nationaux.<sup>13</sup>

---

ruraux et « rurbains » voient disparaître des services publics et médicaux qui existaient avant, ou se sont installés dans des lotissements où ils n'existaient pas. La réponse est évidemment que la métropolisation accompagnée de rurbanisation (plus le vieillissement général, la hausse des coûts médicaux, etc) aurait exigé en effet une croissance des services publics dans la périphérie, mais que la diminution de la contribution des entreprises et des plus riches (les « extraterrestres » comme disent les GJ, en parlant des 1% les plus riches) rend impossible le maintien de ces services dans la périphérie. Ainsi, le nombre de bureaux de poste a diminué de 17 % entre 2010 et 2017 (y compris dans les banlieues résidentielles), 744 km de lignes secondaires ont été fermées depuis 2011, 77 boutiques Edf depuis 2015, 73 services de maternité entre 2003 et 2016 (chiffres *Libération* du 24 janvier 2018).

<sup>13</sup> Voir ces débats sur <http://lipietz.net/Aviation>. Quand le Parlement européen adopta enfin une proposition pour contourner l'interdiction de taxer le carburant sur les vols internationaux, les USA, la Chine et la Corée répondirent (victorieusement) par une commune lettre de chantage d'une extrême violence, qui aurait dû soulever en Europe une émotion semblable au Coup d'Agadir (1911). L'Opinion n'en faut même pas informée.

Ces politiciens et journalistes laissent dire aussi qu'il est absurde de subventionner le remplacement des vieilles diesel en le finançant par des écotaxes, alors que c'est le principe même du bonus-malus des assurances-auto. Ou encore qu'il faudrait ne taxer que les 100 grandes entreprises polluées (ciment, verre, etc) alors que l'écotaxe est inadaptée à leur cas (en position de monopole, elles répercutent dans le prix de vente). Depuis l'accord de Kyoto, ces entreprises sont au régime des permis d'émission décroissants d'année en année (proposés dès 1992 par le Prix Nobel Alternatif Anil Agarwal), de plus en plus souvent vendus aux enchères. On peut critiquer que les quotas soient trop larges (ou les taxes trop faibles), mais ne racontons pas n'importe quoi.

On affirme qu'il faut en finir avec l'écologie punitive, comme si 100 % de Français allaient renoncer au diesel en lisant les rapports de l'OMS et du GIEC. Quand même 60% le feraient (sans se dire « D'accord, mais que les autres commencent ! »), resteraient 40%. Pour ceux-là il faut des mesures incitatives : écotaxes et primes à la casse sont la forme la plus douce (on peut effacer la hausse de l'écotaxe en roulant moins vite). Nos métropoles, qui dépassent si hardiment les normes de pollution que la France est menacée de lourdes amendes par la justice européenne, s'approprient déjà à passer à la vitesse supérieure : l'interdiction des « Crit'Air 5 » (voitures diesel de plus de 20 ans d'âge) dès juillet prochain<sup>14</sup>...

### **La faute à Jospin et à Dumas**

Au fond, le débat est semblable à celui de l'interdiction du travail des enfants au XIXe siècle. Médecins hygiénistes et syndicalistes poussaient cette mesure contre la majorité des familles ouvrières qui clamaient que cela diminuerait leur pouvoir d'achat. On ne s'en sortit qu'en inventant les allocations familiales.

Ce n'est pas un hasard si les syndicalistes Laurent Berger et Philippe Martinez, avec les écologistes, furent les plus prudents face à la revendication totem des GJ, et multiplièrent les propositions recentrées sur la justice sociale et fiscale (hausse du SMIC, retour de l'ISF, reterritorialisation des services publics).

Le pire, c'est que les mêmes débats eurent lieu il y a vingt ans sous la Majorité plurielle de L. Jospin. Occasion perdue <sup>15</sup>.

Comme je l'ai raconté lors de la crise de l'automobile française (*Libération* du 2 août 2012<sup>16</sup>), la question du « rattrapage de la fiscalité du diesel sur celle de l'essence » fut posée en Conseil d'analyse économique du Premier ministre<sup>17</sup>. Je présentai les recommandations des écologistes : aller vite, en partageant les gains fiscaux en trois parts : la baisse des prélèvements sur le travail, le développement de transports alternatifs, et la compensation financière pour les bas revenus. Jospin refusa, au nom de l'emploi (chez PSA) et du pouvoir d'achat. À l'époque

---

Les « bobos » (petite bourgeoisie intellectuelle) seraient-ils aussi accro à l'aviation *low cost* que les prolétaires à la voiture diesel ?

<sup>14</sup> Voir : « Air empoisonné : un espoir dans le Grand Paris ? »,

<http://www.laveniravillejuif.fr/spip.php?article940>

<sup>15</sup> Voir mon livre *Refonder l'espérance. Leçons de la majorité plurielle*, La Découverte, 2003.

<sup>16</sup> *Libération* du 2 août 2012, <http://lipietz.net/Auto-le-mal-vient-de-plus-loin>

<sup>17</sup> <http://lipietz.net/Economie-politique-des-ecotaxes>

le parc des voitures populaires était très majoritairement motorisé à l'essence. En vingt ans, la diésélisation des voitures neuves passa de 33 à 73 %...

Quinze ans plus tard, c'est la ministre socialiste de l'environnement, Ségolène Royale, qui capitula devant les Bonnets rouges<sup>18</sup>. Enfin, Nicolas Hulot parvint à imposer une écotaxe sur les carburants. Par une ruse de la déraison, le mouvement des GJ reprend le travail de sape des lobbies de l'auto et du pétrole.

En revanche, L. Jospin respecta une autre promesse faite aux Verts : « *la CSG rendue progressive par un abattement à la base* », réponse anticipée à la mobilisation des mamies gilettes jaunes. C'est le Conseil constitutionnel qui retoqua la mesure, sous un prétexte abracadabran, son président R. Dumas étant alors en guerre ouverte contre L. Jospin.

### **Face à la violence**

Le Black bloc, l'ultra-droite existent. Ils tentent de refaire le coup du 6 février 34, où les Ligues factieuses parvinrent à orienter vers la Place de la Concorde la juste colère des Gueules cassées, des veuves de guerre abandonnées, contre une République discréditée. Mais il est vain d'opposer des gentils GJ aux méchants casseurs. Le 10 mai 68 à 18 heures, gentil étudiant, je suppliais les ultras de ne pas couper les arbres du Boul'Mich'. Trois heures plus tard j'étais sur les barricades, répondant aux lacrymos par des lancers de pavés. Un mouvement de masse a sa dynamique, complexe et pourtant unanime... à chaud.

Depuis que E. Macron fut nommé ministre de l'Économie de F. Hollande puis Président, j'ai dû participer à une douzaine de manifs syndicales, toutes pacifiques et rendues de plus en plus difficiles par le Black Bloc, toutes sur les mots d'ordre que sont en train de rallier les Gilets Jaunes, parfois plus nombreuses sur la France entière que le 17 novembre. Le 8 décembre, les manifs pour le climat furent équivalentes à celles des GJ. Sans aucun effet. Face à l'intransigeance de certains pouvoirs, la violence serait donc nécessaire ?

Mais les poussées violentes ont leurs pauses, où l'on réfléchit comment « concrétiser ». Il est donc urgent de trouver les formes d'un Grenelle des GJ, et le Grand débat lancé par E. Macron, qui suggère des quotas d'immigration, que personne ne défend sur les ronds-points, mais interdit le rétablissement de l'ISF, dont tout le monde parle, n'en est pas le substitut. Certes, « *Ils n'ont pas de représentants habilités à négocier un compromis* ». Mais malgré la présence de Benoit Frachon lui-même, le plus respecté des chefs CGTistes, Georges Séguy s'est fait huer en rapportant à Renault-Billancourt le compromis de Grenelle. Il y a toujours un gouffre entre le Rêve et ce qu'on atteint. Les négociateurs d'un grand mouvement social ne sont jamais pleinement légitimes, et je me souviens des pleurs de l'ouvrière de *Reprise chez Wonder*.

Quelle pourrait être l'issue d'un « Grenelle des Gilets jaunes » ? Nous sommes coincés entre deux échéanciers<sup>19</sup> : sortir de la violence en offrant une perspective pour les prochaines « fins de mois », enrayer d'ici 2020 les + 2° et les dizaines de milliers de morts par an du diesel. La seule solution est à chercher dans des mesures redistributrices massives ne touchant pas aux écotaxes (si ce n'est un « bonus » généreux) mais rétablissant au plus vite un peu de justice

---

<sup>18</sup> « Gramsci et la Bretagne », *Politis*, 9 janvier 2014, <http://lipietz.net/Gramsci-et-la-Bretagne>

<sup>19</sup> Pour une stratégie de moyen-long terme, voir mon livre *Green Deal. La crise du social-productivisme et la réponse écologiste*, cité.

fiscale et territoriale. On ne rouvrira pas en deux ans les lignes secondaires, on ne réduira pas en cinq ans la mégapolisation, mais on peut *maintenant* augmenter le Smic, rendre la CSG progressive, rétablir l'ISF, on peut geler les fermetures de maternités et des bureaux de postes, en faire des centres généralistes de service au public...

Oui mais... et Bruxelles ? L'exemple portugais démontre qu'une relance par la dépense publique, financée par la justice fiscale, permet de réduire les déficits.

Alain Lipietz

*Version du 26 janvier 2019*